

## Les Autochtones du Panama : une trajectoire atypique en Amérique latine



**Vildan Bahar Tuncay\***

Le Panama compte 3 405 813 millions d'habitants, dont 417 559 s'auto-identifient comme Autochtones<sup>1</sup>. Selon les résultats du dernier recensement de la population réalisé en 2010, les Autochtones représentent environ 12% de la population totale et il existe sept groupes autochtones au Panama : *Kuna; Ngöbe; Buglé; Teribe/Naso; Bokota; Emberá, Wounaan et Bri bri*. Parmi les groupes mentionnés, les plus nombreux sont les *Ngöbes* (260 058), suivi des *Kunas* (80 526) et *Emberás* (31 284) alors que les moins nombreux sont les *Bri bri* (1068).

Dans la littérature abondante consacrée aux différents mouvements sociaux autochtones de l'Amérique latine, les ouvrages sur les Autochtones

***Le Panama compte 3 405 813 millions d'habitants, dont 417 559 s'auto-identifient comme Autochtones.***

du Panama sont relativement peu nombreux en ce qui concerne l'étude des conflits entre l'État panaméen et les groupes autochtones relatifs à l'utilisation et à l'exploitation des ressources naturelles ou encore aux droits territoriaux. Pourtant, les défis auxquels font face les différents groupes autochtones du Panama sont similaires aux autres groupes autochtones de l'Amérique latine en la matière. De plus, la littérature existante est composée principalement des études anthropologiques ou ethnologiques comme celles de James Howe et Mónica Mauri et concerne davantage un groupe en particulier : les *Kunas*. Dans l'ensemble, les autres groupes se voient sous-représentés dans les travaux académiques.

On observe donc une certaine absence d'études sur le cas panaméen dans la littérature académique sur les mouvements sociaux autochtones du continent, plus particulièrement sur l'institutionnalisation des mouvements sociaux autochtones. Cette littérature

<sup>1</sup> Le dernier recensement de la population au Panama a été réalisé en 2010 et la huitième question du questionnaire utilisé dans le recensement se référait à l'origine ethnique de l'individu. Ce dernier était invité à choisir le groupe ethnique auquel il considéré appartenir parmi les dix options proposées.

\* Mme Vildan Bahar Tuncay est actuellement candidate au doctorat en sciences géographiques à l'Université Laval et sa thèse porte sur les identités autochtones de la région littorale de l'Équateur. Mme Tuncay détient un baccalauréat en études hispaniques et une maîtrise en science politique de l'Université Laval. Elle a également fait un certificat en anthropologie sociale et culturelle dans cette même institution. Dans le cadre de ses études, elle a réalisé de nombreux voyages académiques ou stage en Amérique latine; notamment en Équateur, en Colombie, au Pérou, au Mexique et au Panama. Mme Tuncay travaille comme conseillère aux affaires autochtones et régions nordiques au ministère de la Santé et des Services sociaux.

semble davantage dominée par les études du mouvement autochtone équatorien et par les succès électoraux de *Movimiento al socialismo* (MAS) et les nouveaux acquis constitutionnels en termes de droits autochtones en Bolivie. Souvent, ces études ont comme perspective, celle de la prise ou non du pouvoir par les acteurs politiques autochtones et celle de la participation des acteurs autochtones à des instances étatiques<sup>2</sup>. Une autre perspective mise de l'avant est celle qui valorise la non-institutionnalisation, en évoquant le cas des zapatistes mexicains dans le but d'éviter la cooptation et les divisions<sup>3</sup>.

La relative absence d'études sur le cas panaméen dans cette littérature semble quelque peu paradoxale étant donné que dans le contexte latino-américain, les Autochtones du Panama ont suivi une trajectoire atypique par rapport aux différents mouvements autochtones du continent, et ce, à plusieurs égards. Au Panama, il n'existe pas de mouvement social autochtone qui se structure et se mobilise à l'échelle nationale comme c'est le cas en Équateur et en Bolivie. Malgré l'existence de la *Coordinadora Nacional de los Pueblos Indígenas de Panamá* (CONAPIP), cette

***Dans le cas panaméen, les différents groupes autochtones présents sur le territoire national entrent en relation avec l'État séparément des uns des autres et négocient souvent de façon bilatérale avec les instances étatiques***

*coordinadora* n'a historiquement eu ni la même capacité de mobilisation, ni le même pouvoir de négociation vis-à-vis des instances étatiques que la *Confederación de las Nacionalidades Indígenas de Ecuador* (CONAIE) en Équateur ou *Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia* (CIDOB) en Bolivie.

Dans le cas panaméen, les différents groupes autochtones présents sur le territoire national entrent en relation avec l'État séparément des uns des autres et négocient souvent de façon bilatérale avec les instances étatiques. En cas de conflit d'un groupe autochtone avec l'État (comme c'est le cas actuellement entre les *Ngöbes* et le gouvernement de Martinelli en matière d'activités minières et de projets hydroélectriques), l'appui accordé par les autres groupes autochtones reste au niveau discursif et symbolique. De plus, cet appui n'est souvent pas systématique et il est sujet aux conditions contextuelles.

Par ailleurs, les relations des groupes autochtones panaméens avec l'État ne suivent pas le parcours général que l'on observe dans les autres pays de l'Amérique latine : les *Kunas* obtiennent une grande autonomie territoriale suite à la révolution de 1925 et la première *comarca*<sup>4</sup>, celle de *San Blas* (actuellement, *Guna Yala*), a été mise en place en 1938<sup>5</sup>. La révolution socio-religieuse *ngöbe* date de 1962, donc bien avant la structuration des différents mouvements sociaux autochtones latino-américains à l'échelle nationale qui s'est produite au début des années quatre-vingt dans la plupart des cas. Force est de constater que, même si le degré d'autonomie varie d'une *comarca* à une autre, les groupes autochtones du Panama disposent généralement d'une autonomie territoriale relativement plus importante que la majorité de leurs pairs latino-américains. Pourtant, la constitution panaméenne ne reconnaît pas ce pays comme plurinational ou pluriethnique comme c'est le cas en Bolivie, en Colombie et en Équateur. Le Panama est aussi un des rares pays de l'Amérique latine n'ayant pas encore ratifié la

<sup>2</sup> Pour les études sur le cas équatorien, il s'agit principalement des travaux de Massal; Hoetmer, Ramírez Gallegos; Lalander et Gustafsson.

HOETMER, Raphael (2007), *Después de la fin de la historia: los movimientos sociales latinoamericanos de hoy. Reflexiones preliminares*, América latina en movimiento, No.424-425; Suramérica. *Movimientos sociales ante nuevos desafíos*, Quito, pp.6-64; LALANDER, Rickard et GUSTAFSSON, Maria-Therese (2008) *Movimiento indígena y liderazgo político local en la Sierra ecuatoriana: ¿Actores políticos o proceso social? Provincia: Revista venezolana de estudios territoriales*, 19, pp.57-90; RAMÍREZ GALLEGOS, Franklin (2009), *El movimiento indígena y la reconstrucción de la izquierda en Ecuador: el caso del Movimiento de Unidad Plurinacional Pachakutik-Nuevo País*, dans OSPINA et al, *Los Andes en movimiento. Identidad y poder en el nuevo paisaje político*, Corporación Editora Nacional, Universidad Andina Simón Bolívar, Quito, pp.65-94; MASSAL, Julie, (2009) Mutation et déclin du Mouvement Pachakutik en Équateur (1996-2008), *Problèmes d'Amérique latine*, No.72, pp.93-107

<sup>3</sup> Nous nous référons aux travaux de Raúl ZIBECHI et de Maristella Svampa. ZIBECHI, Raúl (2004), *Movimiento social y poder estatal: relaciones peligrosas*, Site internet de América latina en movimiento, URL: <http://alainet.org/active/6536&lang=es>; ZIBECHI, Raúl (2006), *Estrategias políticas de los movimientos indígenas*, dans GUTIÉRREZ, Raquel, ESCÁRZAGA, Fabiola, *Movimiento indígena en América Latina: resistencia y proyecto alternativo*, Benémerita Universidad Autónoma de Puebla, México; ZIBECHI, Raúl (2007), *Dispersar el poder. Los movimientos sociales como poderes antistatales*, Ediciones desde abajo, *Pensadores latinoamericanos*, Bogotá, Colombia, 237p et SVAMPA, Maristella, (2008), *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*, Ediciones Siglo veintiuno, Clacso, *Sociología y política, Serie pensar desde el sur, Argentina*, 238p.

<sup>4</sup> Le terme *comarca* signifie contrée ou région en espagnol. Dans le contexte panaméen, il se réfère à une forme particulière de gouvernement autochtone semi-autonome sous la juridiction du gouvernement national.

<sup>5</sup> Les autres groupes autochtones du pays suivent cet exemple : actuellement il existe 5 *comarcas* autochtones : *San Blas* (1938), *Embera-Wounaan* (1983), *Kuna de Madugandi* (1996) *Ngöbe-Buglé* (1997) et *Kuna de Wargandi* (2000).

Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux<sup>6</sup>

### Particularités des groupes autochtones du Panama dans les débats sur l'institutionnalisation des mouvements sociaux

Comme il a été mentionné précédemment, les groupes autochtones du Panama ne forment pas un mouvement social se structurant et agissant à l'échelle nationale et ils négocient avec l'État panaméen de façon bilatérale. Cette situation de fragmentation, même si elle peut être considérée comme un facteur de faiblesse, en pratique, elle empêche l'État d'exercer un contrôle effectif sur eux. Il devient plus difficile de contrôler et de coopter les interlocuteurs autochtones quand ils sont plus nombreux et dispersés sur la scène politique nationale.

Si le cas de figure panaméen est étudié dans la perspective des débats académiques sur l'institutionnalisation des mouvements sociaux et du lien entre l'institutionnalisation et les facteurs de succès des mouvements autochtones, il permet de nuancer les opinions qui considèrent l'institutionnalisation comme un facteur déterminant pour la réalisation des changements sociaux souhaités. Les divers groupes autochtones panaméens disposent, à degrés divers, d'une autonomie territoriale considérable par rapport aux autres groupes autochtones du continent ayant acquis un plus haut niveau d'institutionnalisation. Il en est de même pour la reconnaissance des droits territoriaux et ancestraux dans les constitutions. Comme le démontre le cas équatorien par exemple, cette reconnaissance ne garantit aucunement un exercice effectif des droits par les groupes autochtones quand vient le temps de mettre en pratique ces droits dans le cadre des lois organiques. Les stratégies adoptées à l'heure actuelle par les groupes autochtones du Panama, ainsi que leur dynamique d'organisation et leur capacité d'action face à l'État, (notamment en matière de projets d'exploitation des ressources

*Durant la période coloniale, l'administration espagnole était essentiellement intéressée à s'accaparer des ressources économiques existantes dans les régions conquises qui correspondent aujourd'hui à l'Amérique latine*

naturelles) sont étroitement liées à leurs particularités géographiques et historiques et aux conditions auxquelles ils se sont adaptés au fil du temps. Autrement dit, le choix des différents groupes autochtones du Panama de transiger bilatéralement avec les instances étatiques est le produit d'un ensemble de facteurs qui font l'objet de cette chronique. Une attention particulière sera accordée aux *Kunas et Ngöbe-buglé*, les deux principaux groupes autochtones du pays.

### Particularités historiques et géographiques des principaux groupes autochtones du Panama

Le Panama, qui était sous la dépendance de la vice-royauté du Pérou au seizième siècle, a été intégré à la Nouvelle-Grenade au début du dix-septième siècle. Durant la période coloniale, l'administration espagnole était essentiellement intéressée à s'accaparer des ressources économiques existantes dans les régions conquises qui correspondent aujourd'hui à l'Amérique latine. Cette administration ne visait pas nécessairement à créer une complémentarité entre ces différentes régions, mais visait plutôt une spécialisation économique afin d'assurer l'approvisionnement de la métropole. Dans cette répartition, le rôle économique attribué à la région qui correspond actuellement au territoire panaméen consistait essentiellement à être le point de départ de toutes les expéditions coloniales espagnoles vers le nord et le sud du continent. La région qui correspond à l'heure actuelle à la ville de Panama était un axe stratégique par lequel passait toutes les richesses émanant des mines du Pérou et de la Bolivie<sup>7</sup>.

Dans ce contexte, les élites espagnoles manquaient d'intérêt pour s'établir ailleurs que dans la ville de Panama et deux petits ports de l'époque : *Nombre de Dios* et *Portobelo* qui se trouvent actuellement dans la province de *Colón*<sup>8</sup>. Dans cette logique de spécialisation particulière, le système des *haciendas, des encomiendas*<sup>9</sup> ou *reducciones* en

<sup>6</sup> Cette convention est considérée comme le document le mieux connu et le plus utilisé par les Autochtones du monde entier. Elle prend acte de l'aspiration des peuples autochtones à avoir le contrôle de leurs institutions, de leurs modes de vie et de leur développement économique propre. Les pays signataires s'engagent à reconnaître les valeurs pratiques et sociales, culturelles, religieuses et spirituelles de ces peuples et leur reconnaissent le droit de décider de leurs propres priorités en ce qui concerne le processus de développement.

<sup>7</sup> Howe, James (2004), *Un pueblo que no se arrodillaba. Panamá, los Estados Unidos y los Kunas de San Blas*, Plumsock Mesoamerican Studies, Centro de investigaciones regionales de mesoamérica, Serie Monográfica 13, p.13

<sup>8</sup> Howe, op.cit, p.13

<sup>9</sup> LAVALLÉE, Bernard (2004), *Amérique espagnole. De Colomb à Bolivar*, Éditions Bélin, p.65. Le mot *hacienda* désignait en Espagne médiévale quelque forme de bien ou immeuble (argent, bétail, terres). L'usage de ce terme sans adjectif est employé pour désigner un domaine rural alors qu'on parle d'*haciendas* minières, *haciendas* de moutons et d'*haciendas* de bétail.



vigueur dans le système colonial et qui signifiait la domination politique, économique et sociale des Autochtones, n'a pas eu la même force au Panama que dans les pays andins par exemple. Cependant, comme ailleurs en Amérique latine, les guerres coloniales et les épidémies ont eu des effets dévastateurs sur diverses populations autochtones du Panama. À cela s'est ajouté l'exil forcé d'un nombre important d'Autochtones amenés par les *conquistadores* espagnols vers le Nicaragua ou le Pérou<sup>10</sup>. À la fin de la domination espagnole en 1821, le Panama a été rattaché à la république de Grande-Colombie<sup>11</sup>.

Après l'indépendance, les descendants des Autochtones ayant survécu à la conquête et l'époque coloniale, se sont établis dans les régions non convoitées par les métis, soit, dans les versants de l'Atlantique, les hautes terres de la *Cordillera central*<sup>12</sup> ainsi que dans les régions boisées de *Darién*<sup>13</sup>. Après la dissolution de la Grande Colombie en 1830, le Panama est resté une province colombienne jusqu'à 1903.

### Fragmentation géographique des groupes autochtones du Panama

Une des typologies de base de l'anthropologie latino-américaine est construite sur la distinction entre les populations autochtones des hautes terres et des basses terres<sup>14</sup>. Dans les pays andins, ce schéma se traduit souvent par une représentation tripartite

*Une des typologies de base de l'anthropologie latino-américaine est construite sur la distinction entre les populations autochtones des hautes terres et des basses terres*

des espaces nationaux : la région littorale, la région andine et la région amazonienne.

Une des particularités principales des groupes autochtones du Panama réside justement en leur répartition géographique sur le territoire national : les *comarcas* autochtones se trouvent éloignées des grands centres urbains, et elles sont aussi dispersées sur le territoire national. La *comarca* de *Guna Yala* se trouve dans le littoral atlantique; la *Comarca Emberá-Wounaan*, créée en 1983, est non seulement une *comarca* pluri-ethnique composée des peuples *emberá* et *wounaan*, mais elle est aussi divisée en deux sous-régions. La première est située au sud-est du pays, proche de la frontière colombienne. La deuxième, quant à elle, se trouve proche du littoral pacifique. La *comarca Ngöbe-buglé* créée en 1997 se trouve à l'ouest du pays. Sauf les *comarcas* de *Guna Yala*, *Kuna* de *Madugandi* et de *Wargandi* créées en 1938, 1996 et 2000 respectivement, sont frontaliers.

Dans ce contexte de fragmentation géographique, les *Kunas* et *Emberás*, géographiquement situés en marge des autorités politiques coloniales, ont réussi à disposer d'une certaine autonomie par rapport aux

autorités centrales étatiques. Historiquement, ces groupes, surtout les *Kunas* ont atteint un niveau plus élevé d'autonomie politique et économique comparé aux autres groupes autochtones du pays.

Les groupes situés à l'ouest du pays, essentiellement composés

des *Ngöbe* et *Buglé*, ont géographiquement été plus proches des activités économiques et commerciales des secteurs blancs et métis de la société panaméenne, ainsi que des travaux du canal interocéanique. De plus, ils ont davantage été exposés aux activités des missionnaires catholiques dans le cadre des politiques d'hispanisation et d'acculturation. Cependant, du fait de résider dans les zones montagneuses des provinces de *Chiriquí*, *Bocas del Toro* et *Veraguas*, les groupes en question ont quand même été relativement isolés jusqu'au début des années soixante-dix où différents projets de constructions routières ont été entrepris par les gouvernements de l'époque.

### Résistance et structures *Kuna* : un modèle à suivre

Au début de la période coloniale, soit au seizième siècle, les *Kunas* vivaient dans la région de *Darién*, frontalière avec la Colombie. Pendant la période coloniale, les autorités espagnoles n'ont jamais vraiment été capables de consolider leur pouvoir face aux *Kunas*, encore moins d'empêcher que ces

L'*encomienda* avait comme objectif de transférer à un particulier les devoirs de protection, instruction et évangélisation qui incombait normalement au souverain. L'*encomendero* devait subvenir aux besoins d'un curé, mais aussi s'installer à demeure et avoir toujours prêt un cheval et des armes pour assurer la défense de la région. En échange de ces obligations désormais assurées par lui, et non plus par la Couronne espagnole, il pouvait exiger de ses Autochtones le paiement d'un tribut en nature ou en métal précieux et un certain nombre de corvées. p.63

<sup>10</sup> Del Carmen Mena García, María (1983), *La sociedad de Panamá en el siglo XVI*. Seville, p.51

<sup>11</sup> Les guerres d'indépendance du début du dix-neuvième siècle ont mené à la création de la Grande Colombie en 1822 intégrant la Colombie, le Venezuela, le Panama, et l'Équateur actuels, qui s'est désintégré à son tour en 1830 donnant lieu à la création des Républiques de Colombie, Venezuela et Équateur, le Panama faisant partie de la Colombie.

<sup>12</sup> Dans les actuelles provinces de *Chiriquí*, *Veraguas* et *Bocas del Toro*

<sup>13</sup> Herrera, Francisco, (1999), *Las comunidades indígenas en el Umbral del Nuevo milenio*, dans GÓLCHER, Ilena et al, *Este país, un canal: encuentro de culturas, Programa de Naciones Unidas para el Desarrollo. Chile. Centro de Estudios y Acción Social de Panamá*. 1999. p.26

<sup>14</sup> SAINT-UPÉRY, Marc (2008), *Le rêve de Bolivar. Le défi des gauches sud-américaines*, Éditions La Découverte/Poche, Paris, p.197

derniers fassent des alliances avec les pirates<sup>15</sup>, les Français et les Anglais contre eux<sup>16</sup>. À partir du dix-septième siècle, un autre groupe autochtone (*Emberás*) originaire de la région de *Chocó* en Colombie, a commencé à immigrer vers le Nord, entrant ainsi en conflit avec les *Kunas* qui ont fini par s'établir progressivement dans le littoral caribéen et dans l'archipel de *San Blas*, constituant leur territoire actuel. Historiquement, sous les administrations successives : espagnole, de la Grande Colombie et colombienne, les *Kunas* ont toujours disposé d'une autonomie politique et territoriale considérable.

Sous l'influence de la doctrine indigéniste influente dans plusieurs pays latino-américains entre 1920 et 1970, le métissage se considérait comme le moyen privilégié pour consolider les jeunes États-nations et y intégrer les divers groupes autochtones par les politiques d'assimilation et d'hispanisation. Au Panama, ce type de politiques a heurté à la résistance des *Kunas*.

La présence du canal de Panama et son importance dans l'économie et le commerce international ainsi que l'intervention politique nord-américaine en faveur des *Kunas* dans les années vingt dans leurs revendications face à l'État constituent les spécificités du contexte panaméen.

Lors du mouvement d'insurrections et révoltes ayant lieu le 22 février 1925 et communément appelée la Révolution *Tule*<sup>17</sup>, l'intervention nord-américaine a joué en faveur des revendications *Kunas*. Le gouvernement panaméen s'est ainsi vu obligé à renoncer aux politiques assimilationnistes envers ces derniers.<sup>18</sup> Par la suite, la région habitée par les *Kunas* a été reconnue comme une *comarca* autochtone en 1938 et les terres ont passé sous le contrôle collectif des *Kunas* permettant un développement économique autonome<sup>19</sup>. Le niveau d'autonomie acquis par le peuple *Kuna* et leurs stratégies de négociation avec l'État sont devenus des exemples à suivre pour les autres groupes autochtones du pays et l'institution de *comarca* est progressivement devenue la forme de gouvernement semi-autonome sous la juridiction du gouvernement national en vigueur au Panama<sup>20</sup>. Le

**La présence du canal de Panama et son importance dans l'économie et le commerce international ainsi que l'intervention politique nord-américaine en faveur des *Kunas***

modèle d'organisation *kuna*<sup>21</sup> a progressivement été reproduit dans les autres *comarcas*<sup>22</sup>.

L'autonomie *kuna* s'applique également dans le contrôle des ressources touristiques convoitées par les autorités étatiques. Malgré diverses tentatives du gouvernement pour exercer une mainmise sur les activités touristiques devant l'intérêt grandissant des investisseurs étrangers, les *Kunas* ont réussi à empêcher l'implantation des infrastructures touristiques étrangères sur leur territoire par la promulgation par le *Congreso general kuna*, en 1996, d'un décret interdisant des investissements étrangers dans le secteur touristique.

Dans le dynamisme économique et culturel des *Kunas*, l'exportation des textiles traditionnels (*molos*) produits les femmes *kunas* occupe une place importante. La contribution de cette activité à l'économie des maisonnées a significativement augmenté lors de la dernière décennie<sup>23</sup>.

**Les *Ngöbes-buglé* : un cas emblématique en matière de défense des droits territoriaux et d'exploitation des ressources naturelles**

Traditionnellement, les *Ngöbe-buglé* se sont établis dans trois provinces de l'ouest du Panama soit,

*Bocas del Toro*, *Chiriquí* et *Veraguas* et tout particulièrement dans les zones montagneuses, difficiles d'accès et peu convoitées par les élites économiques. Jusqu'au début du vingtième siècle, les *Ngöbe-buglé* ont

assuré leur survie grâce à l'agriculture de subsistance. Tout au long de ce siècle, leur croissance démographique a été telle qu'elle a créé une importante pression sur les ressources existantes du territoire, plus spécifiquement sur les terres dédiées à l'agriculture<sup>24</sup>. À partir des années

<sup>21</sup> Dans ce modèle, chaque communauté est gouvernée par un conseil villageois qui est responsable, entre autres, de nommer des délégués au congrès général (*congreso general*). Ce dernier est l'autorité politico-administrative au sein de la *comarca* et il est présidé par trois *caciques* généraux qui, à leur tour, représentent le peuple *kuna* auprès des instances gouvernementales et portent les revendications territoriales, économiques, politiques et culturelles à l'échelle nationale.

<sup>22</sup> Martínez Mauri, Mónica, 2011, *Panamá: pocos avances y muchos retrocesos en el reconocimiento de los derechos indígenas sobre tierras, territorios y recursos naturales*, dans Aparicio Wilhelmi, Marco, *Los derechos de los pueblos indígenas a los recursos naturales y al territorio. Conflictos y desafíos en América latina*, Icaria Editorial, Barcelona, p.235

<sup>23</sup> Dumoulin Kervan, David et Gros, Christian, (2010), *Conflictos de inversiones en territorios indígenas : el turismo entre los kuna de Panamá*, dans Gros, Christian et Foyer, Jean, *Desarrollo con identidad? Gobernanza económica indígena. Siete estudios de caso*, IFEA, FLACSO Ecuador et Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, Lima, pp.235-240

<sup>24</sup> BORT, John et YOUNG, Philip (2001), *The Ngobe of Western Panama*, dans STONICH, Susan, *Endangered peoples of Latin*

<sup>15</sup> Les pirates attaquaient les ports caribéens mais aussi les régions côtières plus au Sud, proches de *Darién* où quelques mines d'or étaient exploitées

<sup>16</sup> Howe, James, op.cit, p.15

<sup>17</sup> Ce qui signifie : peuple dans la langue *kuna*

<sup>18</sup> Martínez Mauri, Mónica, 2005, Ruben Perez Kantule. La diplomatie autochtone avant les ONG à Kuna Yala (Panama), dans Luttés autochtones, trajectoires post-coloniales, p.246

<sup>19</sup> Ibidem

<sup>20</sup> Idem, p.247

cinquante et soixante ont commencé à surgir les conflits entre les groupes autochtones et les paysans et éleveurs de bétails qui vivaient dans les environnements immédiats. C'est dans ce même contexte que s'est développé le mouvement socio-religieux *ngöbe*. Ledit mouvement, même s'il comportait des aspects mythiques et religieux propres à la cosmovision autochtone, il était néanmoins une réponse à la pression exercée par le gouvernement panaméen dans le cadre des politiques d'assimilation. Le mouvement réclamait également la reconnaissance légale des droits territoriaux dans un contexte marqué par l'usurpation des terres collectives autochtones par les métis<sup>25</sup>. Omar Torrijos, appelé chef suprême de la révolution panaméenne de 1969 à 1981, a privilégié une approche de conciliation au lieu d'une approche de répression ou de militarisation<sup>26</sup>.

Les années soixante-dix marquent, quant à elles, le début d'une nouvelle ère pour ces groupes en raison des projets de constructions routières qui ont brisé l'isolement géographique, mais surtout en raison du souhait gouvernemental pour exploiter les gisements minéraux dans le secteur de *Cerro Colorado*<sup>27</sup>. Dans le cadre des politiques économiques néolibérales des années quatre-vingt-dix, l'administration de Pérez Balladares (1994-1999) et de Moscoso (1999-2004) souhaitait respectivement, mettre à profit les riches ressources minières de la *comarca* et entreprendre des projets hydroélectriques. Dans ce contexte, la contestation sociale *ngöbe* est devenue plus conflictuelle et elle s'est exacerbée notablement sous l'administration Martinelli (2009-) par la concession donnée à l'entreprise étrangère *Genisa* pour le projet hydroélectrique *Barro Blanco* situé dans la province de *Chiriquí*. Devant la détermination des groupes autochtones, l'administration de Martinelli s'est vue obligée d'accepter l'arrêt provisoire des travaux jusqu'à ce qu'une étude d'impact environnemental soit réalisée en fonction des résultats de laquelle, la décision finale sera prise<sup>28</sup>.

### Remarques finales: du protagonisme *kuna* vers le protagonisme *ngöbe*?

Au Panama, malgré l'existence des tensions importantes et les situations conflictuelles qui perdurent entre différents groupes autochtones et les autorités étatiques, notamment en matière d'exploitation des ressources naturelles et touristiques, il n'en demeure pas moins que ces groupes disposent d'une capacité d'influence importante vis-à-vis des décideurs politiques. Dans un contexte où, en Amérique latine, même les relations entre les gouvernements qui se qualifient de gauche ou progressistes et les différents groupes autochtones sont conflictuels, le degré d'autonomie qu'ont acquis les groupes autochtones panaméens par les *comarcas* est considérable.

Force est de constater que ces groupes ont opté pour une stratégie de négociation bilatérale avec les instances étatiques au lieu de former un front commun sous forme de confédération qui se mobilise à l'échelle nationale, un cas de figure que l'on retrouve dans plusieurs pays de la région. Cette situation semble davantage intéressante à étudier dans la perspective des débats sur l'institutionnalisation des mouvements sociaux autochtones et ce que cette institutionnalisation peut apporter en termes d'autonomie politique et territoriale. Ce qui semble ne pas être le cas étant donné les lacunes existantes dans la littérature sur les groupes autochtones du Panama en lien avec leurs revendications politiques, économiques et territoriales. Dans cette littérature que l'on peut considérer relativement peu abondante, les *kunas* sont surreprésentés au détriment des autres groupes comme les *ngöbes* alors que ces derniers occupent un rôle protagoniste dans l'actualité panaméenne depuis plusieurs années en ce qui concerne la défense des droits territoriaux et d'exploitation des ressources minières.

---

*America: struggles to survive and thrive*, Greenwood Press, Westport, Connecticut, p.123

<sup>25</sup> GUIONNEAU-SINCLAIR, Françoise, (1994), *Messianisme et luttes sociales chez les Guaymí du Panama*, Paris, L'Harmattan, p.15

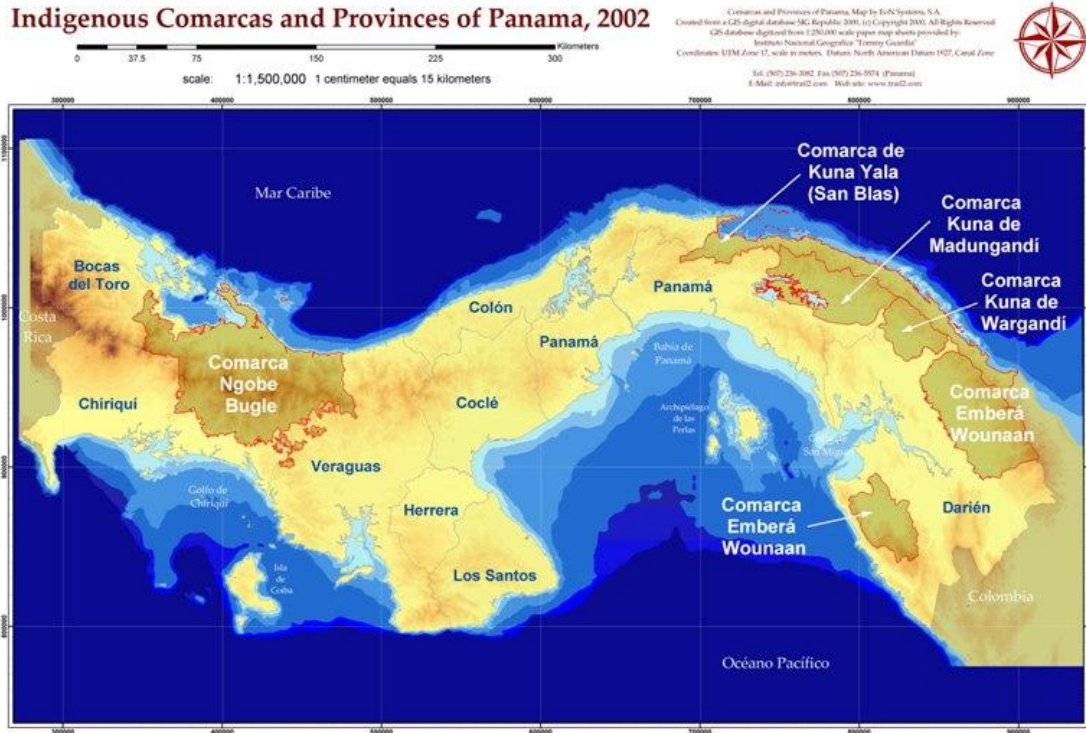
<sup>26</sup> Jordan Ramos, Osvaldo, (2010), *Entré durante el día, salí por la noche: relaciones de poder, ambiente y pueblos indígenas en un Panamá globalizado*, dans González, Miguel et al, *La autonomía en debate. Autogobierno indígena y Estado plurinacional en América Latina, Flacso Ecuador*, p.520

<sup>27</sup> Situé dans la *comarca Ngöbe-buglé*, ce secteur possède une des plus importantes réserves de cuivre dans le monde.

<sup>28</sup> « Proyecto de Barro Blanco no se suspendió: Ministro Quijano », *Tv n noticias*, 8 mars 2012, [http://www.tvn-2.com/noticias/noticias\\_detalle.asp?id=70587](http://www.tvn-2.com/noticias/noticias_detalle.asp?id=70587), page consultée le 11 mars 2012.

## Annexe Figure 1

### Localisation des groupes autochtones au Panama



Source : Site internet de EoN System, S.A, firme spécialiste des systèmes d'information géographique, URL : <http://www.trail2.com/graphics/comarcasbig.jpg>



Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).